



ELSEVIER
MASSON

Disponible en ligne sur www.sciencedirect.com

 ScienceDirect

Sociologie du travail xxx (2008) xxx-xxx

SOCIOLOGIE
DU TRAVAIL

<http://france.elsevier.com/direct/SOCTRA/>

Comptes rendus

1
2 **Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société services, Isabelle Ferreras.**
3 **Coll. « Gouvernances », Presses de Science Po, Paris (2007). 273 pp**

4 « Qu'est-ce aujourd'hui que le travail pour ceux qui travaillent ? ». Isabelle Ferreras ressource
5 ici brillamment l'interrogation fondatrice de la sociologie du travail française. Pour elle, comme
6 pour G. Friedmann en effet, le sens et le devenir du *projet démocratique* se jouent sur le terrain du
7 travail, où les salariés aspirent — plus que jamais « à l'heure de la société de services » — au statut
8 de citoyens. L'analyse empirique du *quotidien du travail* doit ainsi « lier les enjeux de l'atelier
9 avec ceux de la société » et « élucider les conditions d'un "travail démocratique" ». Soucieuse
10 toutefois d'offrir « une réponse non réductrice » à la question du sens du travail, elle bouleverse
11 le cadre de la tradition friedmannienne : le travail ne relèverait ni du *labor* ni de l'œuvre, mais de
12 l'*action* au sens d'H. Arendt, c'est-à-dire d'une expérience immédiatement politique. I. Ferreras
13 écarte l'héritage croisé de la pensée libérale et du fonctionnalisme, qui tient volontiers le social,
14 l'économique et le politique pour des sphères d'activité distinctes, aux rationalités spécifiques
15 (symbolique, instrumentale et expressive). À ses yeux, les pratiques sociales inhérentes aux acti-
16 vités économiques sont intrinsèquement politiques ; et toute sociologie véritablement critique du
17 travail, une « sociologie critique et compréhensive des faits économiques ». Le croisement de la
18 sociologie et des sciences politiques s'avère ici heuristique : il ne s'agit plus d'évaluer les effets
19 d'une « situation de travail » sur l'autonomie des travailleurs, mais de suivre la genèse de « biens
20 communs au travail », nullement réductibles à « l'autonomie ».

21 Les trois premiers temps de l'ouvrage argumentent une thèse : l'expérience du travail est à la
22 fois *expressive, publique et politique*. Considérant « l'étendue du fonds intellectuel contre lequel
23 une pensée de l'expressivité du travail doit se construire », l'auteure choisit, avec les caissières
24 de supermarché, un cas « critique », c'est-à-dire le plus défavorable *a priori* à sa thèse. Entre
25 1999 et 2003, elle a étudié le « poste-caisses » de trois établissements de grandes chaînes belges
26 de distribution, en croisant les méthodes d'investigation : observation du travail en magasins,
27 entretiens extensifs (individuels et collectifs) auprès de caissières, observation participante au
28 poste caisse, observation des réunions syndicales et des instances paritaires de négociation, enfin,
29 interviews de managers (directeurs et responsables de chaînes de supermarchés), de permanents
30 syndicaux et de négociateurs dans les commissions paritaires nationales.

31 Tout d'abord, le rapport au travail des caissières s'avère moins instrumental (« gagner sa vie »)
32 qu'expressif : leur travail est un support de sens majeur, à la fois largement indépendant du contenu
33 de l'activité (« être inclus » dans un tissu social, « être utile » à la société, « être autonome » dans
34 sa capacité à mener sa vie), et pour partie endogène à celui-ci (« faire un travail intéressant »).

35 Il est aussi une expérience d'insertion dans la « sphère publique ». Les caissières étudiées
36 n'investissent, en effet, pas seulement l'entreprise comme une « scène de théâtre » ou un « cocon

37 familier », mais bien comme un « espace public en construction ». « Public » ne désigne pas alors
38 un type de contenu ni d'activité mais un échange social entre égaux, où s'élaborent des « opinions
39 sur le juste ». Là où la hiérarchie des magasins favorise un rapport privé, de type domestique,
40 au « client roi », les caissières aspirent quant à elles à des interactions associant réserve et égale
41 dignité des personnes. La présence croissante de clients sur les lieux de travail, en diffusant le
42 régime d'interaction propre à l'espace public des sociétés démocratiques, approfondirait ainsi une
43 logique séculaire d'émancipation du travail à l'égard de la sphère privée.

44 Enfin, le travail revêt un caractère *politique*, comme expérience continue d'insertion et de
45 positionnement dans des collectifs de travail. L'étude des modes d'organisation des horaires
46 des caisses, et du regard porté par les employées sur la flexibilité horaire et fonctionnelle de
47 leur poste, est en effet sans équivoque : c'est toujours en référence à une inscription dans des
48 collectifs qu'elles éprouvent et retravaillent des conceptions du « juste », organisées autour d'une
49 norme de justice démocratique. Entre collègues et avec leur hiérarchie, elles aspirent ainsi à un
50 « régime d'interaction civique démocratique », où les enjeux d'intérêt commun seraient l'objet de
51 discussions collectives, assurant l'expression du point de vue de chacun. I. Ferreras renouvelle ici
52 notre regard sur la flexibilité : loin d'être un simple ferment d'individualisation, elle tend aussi à
53 multiplier les occasions de se positionner dans des collectifs en faisant valoir des conceptions du
54 « juste ».

55 Cette expérience du politique reste toutefois pour l'auteure une « expérience avortée » : vécue
56 comme politique au niveau individuel des caissières, elle ne l'est pas au niveau *collectif*. Le
57 dernier chapitre de l'ouvrage allie alors diagnostic et stratégie. Pour « refonder l'entreprise comme
58 institution de la société démocratique », il nous invite à revisiter le « rôle vital » des syndicats :
59 aujourd'hui simples agents d'assurance et d'assistance, ils sont appelés à se faire les « opérateurs de
60 la construction du point de vue politique collectif au travail ». S'ils peinent encore à donner forme
61 au versant *collectif* du rapport politique au travail des caissières — dont les conflits potentiels se
62 désagrègent en « rapports interpersonnels de faveurs et de jalousies » — c'est, pour l'auteure, faute
63 d'avoir identifié le plus transversal de leurs « problèmes partagés » : la subordination à une gestion
64 domestique du travail. Les nombreux « conflits de qualité » soulevés par les caissières sont ignorés.
65 Et pour cause : les interactions au sein des syndicats suivent une logique fortement hiérarchique,
66 parfois arbitraire (« commandé »), dont l'homologie avec le régime domestique des supermarchés
67 est patente. Or l'action syndicale ne pourra trouver une légitimité auprès des employées qu'en
68 investissant leur aspiration à sortir d'un régime domestique : à ce que les « biens communs »
69 soient gérés comme tels — et l'auteure souligne que les supermarchés y gagneraient en efficience.
70 Priorité devrait être alors donnée à des « dispositifs participatifs délibératifs » et à l'amélioration
71 de « l'équipement des employées » sur deux fronts : l'identification d'un interlocuteur (contre les
72 nombreux facteurs favorisant le positionnement de tous contre tous), et l'acquisition de capacités
73 collectives, à la fois capacités-ressources (réunion, temps, moyens de communication) et capacités
74 cognitives (d'ordre informationnel et de généralisation).

75 Au final, l'ouvrage convainc par son ambition, la clarté de ses analyses, et l'originalité des
76 descriptions du « quotidien du travail ». La visée critique s'affranchit en effet du double registre
77 de la dénonciation des conditions de travail et de la confrontation du « travail réel » au travail
78 prescrit : la « situation de travail » des caissières est traitée comme un simple « socle » pour la
79 construction de leur rapport expressif et politique au travail. Une difficulté toutefois persiste : la
80 référence à ce « socle » ne permet guère d'envisager, au sein du quotidien du travail, l'activité *en*
81 *train de se faire*. Les « manières de faire le travail », « les problèmes qu'il pose et les solutions
82 qu'elles imaginent » n'intéressent I. Ferreras qu'au seuil de leur *mise en débat*. Ce primat accordé
83 à l'activité langagière sur l'activité technique a une série de conséquences. Il conduit tout d'abord à

84 surestimer le rôle du « client » dans la genèse d'aspirations démocratiques. Or, même en l'absence
 85 de « relation client », la flexibilité horaire peut favoriser la constitution de « biens communs au
 86 travail ». Si la dimension politique du travail, présente dans l'industrie, n'est pas propre au tertiaire,
 87 on peut aussi douter du caractère « idéal-typique » des caissières de supermarchés pour l'analyse
 88 du travail contemporain. L'héritage revendiqué de l'École de Francfort pèse ici sur l'ouvrage,
 89 qui n'interroge pas la dichotomie entre « sens » et « technique », et rabat trop rapidement le sens,
 90 avec l'action, sur le politique. En laissant de côté un vaste espace de production normative, et la
 91 continuité de l'expressif au politique, ne manque-t-on pas alors la dynamique du rapport expressif
 92 au travail ? Il devient l'expression d'une « individualité » déjà donnée, et la création de liens et
 93 d'intérêts dans l'activité même échappe à l'analyse. Si des citations (le plaisir d'« apprendre »,
 94 comment devenir « une bonne caissière ») signalent déjà ce rôle de l'agir créatif (Joas, 1999), ne
 95 serait-il pas le véritable « socle » de l'élaboration de « biens communs au travail », en deçà de la
 96 distinction entre « instrumental » et « expressif » ?

97 **Références**

98 Joas, H., 1999. La créativité de l'agir, (traduction française 1997). Cerf, Paris.

Alexandra Bidet

100 *CNRS-UMR 8097-EHESS-ENS, école normale supérieure (Paris), centre Maurice-Halbwachs,,*
 101 *48, boulevard Jourdan, 75014CNRS-UMR 8097-EHESS-ENS Paris, France*

102 *Adresse e-mail : alexandra.bidet@ens.fr*